

## QUEL BUT POURSUIVENT LES GOUVERNANTS ?

*Comment réagir à ce « credo » du « ni Dieu, ni maître » ?*

Un « raz de marée » législatif anti-vie déferle sur notre continent européen. Il semble capable d'engloutir des siècles de règles chrétiennes qui ont forgé une civilisation si rayonnante. Que peut-on faire, que doit-on faire, pour calmer ces flots ?

La législation européenne en matière de bioéthique et de mœurs n'est plus chrétienne. Elle en vient même à nier l'héritage de nos anciens qui ont fait de l'Europe une civilisation au rayonnement spirituel, culturel et intellectuel à nul autre pareil. Sous prétexte de commisération et d'aide à une minorité de personnes réellement en détresse, les parlements français et étrangers votent des lois injustes et iniques, qui manifestent en réalité le refroidissement de la charité dont parle l'Évangile en Mt 24, 12. Ainsi, en février prochain, le Sénat examinera le projet de loi sur l'augmentation du délai de l'avortement, déjà adopté en première lecture à l'Assemblée Nationale fin novembre 2000. Dans le même esprit, la Hollande a légalisé l'euthanasie et accordé aux homosexuels le droit de se marier et d'adopter des enfants. La Grande Bretagne a autorisé le clonage humain à des fins thérapeutiques. Bref, les gouvernants, petit à petit, finiraient-ils par penser qu'ils n'ont plus ni Dieu, ni Maître ? Certainement ! Et c'est à la suite d'une lente dérive intellectuelle et spirituelle que passent dans les idées et les mœurs les projets de lois en matière de bioéthique ou de morale, toujours, d'ailleurs, sous prétexte de progrès social, de bien être, d'avancées thérapeutiques ou d'épanouissement de la personne humaine.

Face à ces dérives prévisibles, les Pères du Concile Vatican II, de-

mandaient déjà à nos gouvernants, en 1965, d'agir sous le regard de Dieu en raison de leur autorité émanant de lui seul (voir texte page 5). On se rappellera Jésus comparant devant Pilate : « Tu n'aurais sur moi aucun pouvoir s'il ne t'avait été donné d'en haut » (Jn 19, 11). Les gouvernants étaient et sont toujours invités à prendre de « justes lois » pour le vrai bien de l'homme et le respect de Dieu et non à céder à la démagogie, même sous des prétextes très altruistes, voire charitables en apparence.

### **N**ouveau « credo » de la détresse et spiritualité de l'aide humanitaire

Mais les gouvernants finissent par succomber au chant envoûtant des sirènes (l'esprit du monde) et, malgré les quelques voix chrétiennes qui s'élèvent de ce concert d'opinions, les commandements de Dieu et les vrais droits de l'homme finissent pas être oubliés. Alors l'homme se sent enfin le seul maître à bord, capable de tout réguler pour son plus grand bien puisqu'il est libéré de la tutelle des principes philosophiques, spirituels ou religieux. Mais quel démon peut bien agiter les partisans d'une laïcité qui, pour se vouloir neutre, rejettent en fait le phénomène religieux et spirituel surtout quand il a pour nom : catholicisme ? Ayant exclu Dieu, il faut nécessairement le remplacer par autre chose ! Que nous proposent-ils ? Une croyance en un pseudo « credo » : la détresse, la commisération et le misérabilisme auxquels, se disent-ils, l'aide humanitaire apportera sa nouvelle légitimité et sa dimension spirituelle. Malheureusement, cette religion ne fera qu'augmenter les lois iniques car toute action coupée de sa source, c'est-à-dire de Dieu, mène à l'impasse : « Sans moi, vous ne pouvez rien » (Jn 15, 5), malgré les

apparences de réussite qui peuvent durer parfois des années. C'est pourquoi toutes ces lois ne pourront jamais amener la justice et la paix sur terre.

### **Q**uid de l'héritage chrétien et du sens religieux inné de l'homme ?

Aussi, il est bien difficile de croire à l'objectivité d'hommes politiques qui n'ont que le mot « tolérance » à la bouche mais qui, en fait, honnissent tous ceux qui ne pensent pas comme eux ! Ils en viennent ainsi à nier l'héritage chrétien de nos ancêtres, comme si on pouvait en sélectionner tout ou partie ! Mais nous-mêmes, chrétiens, avons-nous renié les racines païennes de notre passé ? Pour quels motifs devrions-nous donc rougir de notre héritage chrétien ? L'influence considérable de l'Église a permis d'édifier une civilisation qui a apporté au monde une dimension radicalement nouvelle et libératrice pour l'homme puisque fondée sur le Christ et son enseignement !

C'est nier la nature de l'homme et le dégrader que de lui enlever sa transcendance car il a été créé à l'image de Dieu. Il porte donc viscéralement en lui ce désir de spiritualité, même si bien souvent il ne sait pas comment l'exprimer ou parce qu'il ne trouve personne pour le lui faire découvrir. Ne nous étonnons donc pas de la dérive de nos contemporains qui vont chercher cette transcendance ailleurs que dans la religion. Et comme le rappelait déjà le père Fillère avant la Seconde Guerre mondiale, on ne peut pas rester neutre au sujet de Dieu. Ou bien la cité terrestre effectue les efforts nécessaires pour s'orienter vers lui, notamment par le biais de ses lois, ou bien elle finit par emprunter des chemins qui lui sont opposés. La responsabilité de ceux

qui nous commandent actuellement me paraît terrible. Puissent-ils prendre conscience de cet appel du Concile que nous comparerons à la voix de Jean le Baptiste qui criait dans le désert. Puissent-ils écouter les appels du pape (Jubilé des hommes politiques de novembre 2000) et ceux de nos évêques. Si l'Église crie au loup dans les dérives actuelles des lois concernant les mœurs et la bioéthique, c'est parce que, dans sa sagesse, elle flaire le danger de l'homme qui se fait son propre Dieu.

Pour en revenir à notre Hexagone, les déclarations de l'Église de France sont-elles suffisantes ? Malgré le relais des associations et des media catholiques (espérant qu'ils travaillent tous dans l'obéissance au magistère), notre influence sur la société civile paraît bien faible (malgré aussi un indéniable travail en profondeur des esprits), tout comme le fut, d'ailleurs, celle de l'Église chrétienne naissante dans la société romaine des deux premiers siècles.

## **U**ne action d'envergure comme pour la défense de l'école libre ?

Il est donc légitime de se demander si une action de plus grande envergure de la hiérarchie dans la défense de la vie ne serait pas nécessaire pour déclencher une prise de conscience chez nos concitoyens, et, plus tard, un changement de mentalités, ou, à tout le moins, de marquer un coup d'arrêt à ces dérives légales mortelles. Cela ne nous semble pas utopique dans la mesure où, pour la défense de l'école libre en 1984, nos évêques n'ont pas hésité à « descendre dans la rue » avec le succès qui en a résulté. Certains n'ont pas hésité non plus à fouler le pavé aux côtés d'hommes politiques et religieux lors de la profanation de tombes juives au cimetière de Carpentras. Si nous comparons l'importance de ce sujet avec notre préoccupation actuelle, nous pensons que celle-ci est autrement plus grave que la violation de sépul-

tures malgré toute l'absurdité et l'ignominie d'un tel acte.

Nous pensons encore que l'ostracisme de certains media qui, seulement du bout des lèvres, exposent la position de l'Église catholique en la déformant avec malhonnêteté (cf. le PACS), nous obligent à agir de façon à ce que notre action soit visible. Or, comme nous sommes dans une société où l'action de force visible tient une place prépondérante, rien ne nous empêche aussi d'utiliser ces mêmes armes pour le combat de la vie et de mœurs dignes de ce nom. Cela devient même urgent car les yeux de la grande majorité de nos hommes politiques sont obstrués par des fumées opaques qui les empêchent de voir la Lumière. Au point que le gouvernement français a interdit à Paris, en décembre dernier, sous des prétextes fallacieux, une manifestation pour la vie ! Notre liberté de proclamer le Christ au monde est menacée alors que nous sommes soi-disant dans une société démocratique. Le problème est simple : nos parlementaires ont voté en très grande majorité cette loi (6 députés seulement s'y sont opposés) et l'opinion publique, dont une partie de l'opinion catholique, semble muselée par ceux qui tiennent les media et ceux qui nous gouvernent. Mais, comme nous le rappelle l'enseignement traditionnel de l'Église (conciles et papes), nous avons un devoir de vérité et nous devons agir.

Pourquoi, dès lors, ne pas lancer une manifestation - peu importe sa forme - avec nos évêques en tête ? Car il s'agit de défendre Dieu et l'Homme et non un parti politique ; il s'agit de défendre une culture de vie. Pourquoi ne pas y adjoindre une campagne de prière relayée de façon unanime dans chaque diocèse, paroisse et mouvement d'Église, à l'image de ce qui s'est passé pour le Jubilé des diocèses à la Pentecôte 2000 ? Pourquoi encore ne pas soutenir cette action par une campagne de presse financée par nous, les fidèles ? Autrefois, lors de catastrophes naturelles, d'épidémies, de menaces de guerres ou

d'événements majeurs, les chrétiens ne faisaient-ils pas de grandes prières rogatoires ? Reprenons-les donc en les mettant au goût du jour s'il le faut. Pourquoi ne pas enfin y introduire des processions (reliques de saints, statues de la Vierge) ? La puissance de la prière palliera notre impuissance d'action politique. Par ces initiatives nous finirons bien par réveiller nos concitoyens de la léthargie spirituelle dans laquelle, avec les hommes politiques, ils ont sombré, et inverser le courant d'opinion actuel.

## **A**mbassadeurs du Christ

Puisque nous sommes tous les ambassadeurs du Christ, lui étant soumis, nous avons le devoir, par notre voix et notre action, de rappeler son enseignement. Pourquoi seuls ceux qui nous sont opposés auraient-ils le monopole de la manifestation, puisque l'évolution actuelle de notre société prouve que c'est bien souvent dans la rue que se prennent les grandes décisions ? Pourquoi seuls des groupes ou des personnes experts en matière d'agit propre, de propagande et de manipulation des foules auraient-ils les honneurs des media nous rappelant ainsi cette pensée du Seigneur : « *Les fils de ce monde-ci sont plus avisés envers leurs propres congénères que les fils de la lumière* » (Lc 16, 8) ?

## **Unité d'action des catholiques et consensus**

Il faut donc parvenir à tout prix à une unité d'action pour la défense de la vie et de mœurs non décadentes. Cependant, y-a-t-il consensus des catholiques sur cette conception ? Y-a-t-il consensus des catholiques sur l'urgence à agir ? N'y aurait-il pas trop de respect humain par honte d'affronter l'esprit du monde ? Soyons missionnaires dans la douceur mais dans la fermeté de la charité évangélique afin qu'on ne puisse appliquer à notre époque la triste ressemblance avec ce passage de *l'Apocalypse* qui évoque l'Église de Sardes : Ap 3, 1-6.

◆ Vincent TERRENOIR